

POLITIQUE. Le PCF veut réouvrir la voie ferrée Capdenac/Cahors

Les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron s'opposent fermement au projet de démantèlement de cette infrastructure ferroviaire.

Martine Perez, secrétaire départementale PCF Aveyron, et Serge Laybros, secrétaire départemental du PCF Lot, expriment une position commune quant aux projets de réhabilitation de la ligne ferroviaire Cahors/Capdenac, à l'heure où le Conseil Départemental du Lot vient de décider la création d'un syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de voies vertes.

Dans un communiqué de presse, ils déclarent :

« Cet acte porté par les collectivités locales (Grand Cahors, Grand Figeac, Pays de Lalbenque-Limogne), conduirait au déferrement d'une partie de la ligne SNCF Cahors/Capdenac et

de fait, condamnerait tout projet de réouverture et d'activités ferroviaires. »

Réouvrir la ligne Capdenac/Cahors

« Les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron, ses élus, s'opposent fermement à ce projet de démantèlement d'une infrastructure ferroviaire qui, réhabilitée, rénovée, modernisée, permettrait de répondre aux besoins de transport des voyageurs et des marchandises, de désenclaver la vallée du Lot, des retombées économiques, sociales, environnementales, touristiques et en matière de sécurité (en particulier pour le transport scolaire).

Des avantages réels et fondamentaux qui ne peuvent être balayés par quelques intérêts individuels, d'autant que le Lot dispose déjà de nombreux itinéraires pédestres et cyclables



Serge Laybros, secrétaire départemental PCF Lot.

et que la préservation de l'environnement, la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, constituent des priorités écologiques incontournables.

Les 21 millions d'euros prévus par le Conseil Départemental pour réaliser les travaux nécessaires à l'aménagement de ces voies vertes représentent un tiers de la somme nécessaire pour remettre à niveau la ligne

ferroviaire. Même si cette collectivité territoriale n'a aucune compétence dans le domaine ferroviaire, il n'en demeure pas moins que cette somme serait bien plus utile pour le développement du service public SNCF, seule alternative viable et fiable à la route.

Les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron exigent que la SNCF, l'État, le gouvernement, respectent leurs engagements s'agissant de la priorité donnée aux financements dans le réseau classique et le transport ferroviaire du quotidien. En ce sens, le PCF rappelle que l'action de ses élus régionaux a permis d'acter un moratoire contre l'abandon de cette ligne.

D'ores et déjà, les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron s'engagent à prendre des initiatives pour imposer le maintien et la réouverture de la ligne SNCF Capdenac/Cahors. »